

FAIRE AFFAIRE AU BRÉSIL

Guide à l'intention des exportateurs et des investisseurs canadiens



AVANT-PROPOS

Le guide *Faire affaire au Brésil* a été conçu pour aider les entreprises canadiennes à se familiariser avec le marché brésilien. Si vous n'avez jamais exporté mais estimez que votre entreprise pourrait réussir sur la scène internationale, la présente publication vous aidera à déterminer si le Brésil est une bonne destination. Si vous exportez déjà et êtes en quête de nouveaux débouchés, les pages qui suivent vous offriront des renseignements utiles pour vous établir sur ce marché dynamique.

Le présent Guide est une compilation d'information appartenant au domaine public. Il ne vise pas à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Aucune mesure ou décision ne devrait être prise sans faire une recherche approfondie indépendante et sans obtenir des conseils d'un professionnel sur le dossier précis en question. Même si Exportation et développement Canada (EDC) a déployé des efforts raisonnables dans un contexte d'affaires pour s'assurer que les renseignements qui sont contenus dans le présent Guide étaient exacts à l'hiver 2012, EDC n'offre aucune garantie quant à leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité et ne fait aucune représentation à cet effet. Le présent Guide peut devenir, en tout ou en partie, périmé à tout moment. Il est de la responsabilité de l'utilisateur de vérifier les renseignements contenus dans le Guide avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par des inexactitudes, erreurs ou omissions liées à ces renseignements ou en découlant. Le présent Guide n'offre aucun conseil d'ordre juridique ou fiscal. Pour obtenir de tels conseils, il faut consulter un professionnel compétent.

À PROPOS D'EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

Qui nous sommes

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Notre mandat consiste à soutenir et à développer le commerce extérieur du Canada en aidant les entreprises canadiennes à profiter des débouchés offerts sur le marché international. Nous sommes une société d'État financièrement autonome indépendante du gouvernement du Canada.

Ce que nous faisons

Nous offrons des solutions d'assurances et de financement, des produits de cautionnement de même que des solutions pour petites entreprises aux exportateurs et investisseurs canadiens et à leurs acheteurs étrangers. Nous appuyons aussi l'investissement direct canadien à l'étranger et les investissements au Canada. Fait à noter, nos activités sont en grande partie réalisées en partenariat avec d'autres institutions financières et en collaboration avec le gouvernement du Canada.

Notre mode de fonctionnement

EDC est financièrement autonome et fonctionne selon des principes commerciaux. Nous touchons des intérêts sur nos prêts et des primes sur nos produits d'assurance. De plus, notre Service de la trésorerie vend des obligations et obtient du financement sur les marchés financiers mondiaux.

Nous adhérons aux principes de la responsabilité sociale des entreprises. Nous veillons à ce que tous les projets que nous appuyons soient viables sur les plans financier, environnemental et social. Nous croyons que l'application de ces principes est bonne pour les affaires.

Philosophie privilégiant les partenariats

Nous avons une nette préférence pour la réalisation de transactions en partenariat avec des acteurs du secteur privé. Nous leur laissons le soin d'en fixer les modalités, tandis que nous bonifions les ressources financières à leur portée et partageons les risques.

Pour communiquer avec EDC...

SIÈGE SOCIAL D'EDC

[Exportation et développement Canada](#)

150, rue Slater

Ottawa ON K1A 1K3

Tél. : 613-598-2500

Téléc. : 613-237-2690

EDC AU CANADA

Veuillez consulter la page [Contactez-nous](#) de notre site Web.

FAIRE AFFAIRE AU BRÉSIL

Guide à l'intention des exportateurs et des investisseurs canadiens

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	2	Investir au Brésil	16	Aspect juridique	27
À propos d'Exportation et développement Canada	3	Climat d'investissement du Brésil	17	Règlement des différends.....	28
Comprendre le marché brésilien	5	Contrôle des changes.....	17	Protection de la propriété intellectuelle	28
Environnement économique du Brésil.....	6	Incitation à l'investissement	17	Corruption.....	29
Relations commerciales entre le Canada et le Brésil	6	La zone franche de Manaus	17	Livraison de vos marchandises au Brésil	30
Ressources pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	7	Main-d'œuvre	18	Transport.....	31
<i>Ressources générales</i>	7	Responsabilité sociale des entreprises	19	Recourir aux services de transitaires	31
<i>Ressources consacrées au Brésil</i>	7	Risques politiques	19	Dédouanement	31
Conseils pour faire affaire au Brésil	8	Établir votre présence au Brésil	20	<i>Documents</i>	31
Principaux secteurs offrant des débouchés au Brésil	10	Création d'une société brésilienne	21	<i>Étiquetage et marquage</i>	32
Principaux secteurs offrant des débouchés	11	<i>Sociedade limitada</i>	21	<i>Tarifs et droits de douane</i>	32
<i>Aéronautique</i>	11	<i>Sociedade anônima</i>	21	<i>Admission temporaire de marchandises</i>	32
<i>Énergie</i>	11	<i>Établissement d'une société</i>	21	Normes et conformité	32
<i>Technologies environnementales</i>	12	<i>Coentreprises</i>	22	Comment vous faire payer	33
<i>Technologies de l'information et des communications</i>	12	<i>Partenariats</i>	22	Formes de paiement.....	34
<i>Infrastructure des transports</i>	13	<i>Représentants commerciaux</i>	23	<i>Lettre de crédit documentaire</i>	34
<i>Dispositifs médicaux</i>	13	Acquisitions et fusions	23	<i>Compte ouvert non garanti</i>	34
<i>Exploitation minière</i>	14	Normes comptables brésiliennes.....	23	<i>Compte ouvert avec une assurance comptes clients</i>	34
<i>Pétrole et gaz naturel</i>	14	Finances et imposition	24	Vérification de la situation de votre acheteur	34
<i>Sûreté et sécurité</i>	15	Système financier.....	25	Vous assurer contre le risque de défaut de paiement.....	35
<i>Vendre au gouvernement</i>	15	Financement du commerce extérieur et de l'investissement ...	25	<i>Assurance comptes clients</i>	35
		<i>Du financement pour votre acheteur</i>	25	<i>Assurance acheteur unique</i>	35
		<i>Cautionnements et garanties</i>	25	<i>Assurance frustration de contrat</i>	35
		Païement des impôts.....	26	Principaux contacts	36
		<i>Impôt des sociétés</i>	26		
		<i>Taxes d'accise</i>	26		
		<i>Cotisations sociales</i>	26		

COMPRENDRE LE MARCHÉ BRÉSILIEN



La République fédérative du Brésil occupe près de la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud. Avec une population estimée à près de 200 millions d'habitants, c'est le cinquième plus vaste pays du monde et la plus grande économie d'Amérique latine.

Le Brésil est divisé en 26 États et un district fédéral regroupés en cinq régions pour les besoins administratifs et politiques : le Nord, le Nord-Est, le Centre-Ouest, le Sud-Est et le Sud. Comme son nom l'indique, le pays est une république fédérative. L'État fédéral est démocratique et est constitué d'un pouvoir exécutif, dirigé par le président, d'un pouvoir législatif bicaméral (composé d'une chambre des députés et d'un sénat fédéral) et d'un pouvoir judiciaire.

La situation politique du pays est stable depuis l'adoption de son actuelle constitution en 1988, même si la multiplicité des partis (plus de 20) signifie que les gouvernements de coalition sont chose normale. Les quatre principaux partis sont le Parti des travailleurs (PT), le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et les Démocrates (DEM).

Environnement économique du Brésil

Jusque dans les années 1990, le gouvernement du Brésil a exercé un contrôle fort sur l'économie. En effet, des entreprises d'État contrôlaient de nombreux secteurs clés comme ceux des mines, de l'acier, de l'aéronautique, des finances, de l'énergie et des hydrocarbures. Depuis lors, toutefois, les gouvernements qui se sont succédé ont privatisé ou partiellement privatisé un bon nombre de ces entreprises. C'est en partie grâce aux mesures de privatisation que le Brésil peut maintenant se vanter d'avoir une économie moderne diversifiée en expansion, où les secteurs de l'agriculture, des ressources, de la fabrication et des services sont très développés.

La croissance économique du pays est restée vigoureuse depuis le début des années 1990 jusqu'en 2008, année où le crash financier mondial a affaibli la demande extérieure de produits de base brésiliens. Cependant, vers la fin de 2009, l'économie a repris et en 2010, le taux de croissance du PIB a atteint 7,5 %, le plus élevé depuis 1985. Bien que la stagnation économique mondiale ait réduit ce taux à 2,7 % en 2011, le Brésil a néanmoins dépassé le Royaume-Uni en devenant la septième économie mondiale.

L'avenir socio-économique du Brésil semble généralement positif. À la fin de 2011, le taux de chômage urbain est tombé à un niveau historique de 4,7 % et le niveau d'inégalité des revenus, traditionnellement très marqué, a diminué pour la douzième année consécutive. Les taux d'intérêt élevés du Brésil en font une destination attrayante pour les investisseurs étrangers, bien que le gouvernement ait récemment adopté une législation visant à diminuer ces taux et que les émissions d'obligations souveraines présentent des écarts qui n'ont jamais été aussi faibles.

Le Brésil est membre du marché commun du Sud, le Mercosur, qui a été créé en 1991 et comprend l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela. Le bloc du Mercosur représente un marché combiné de plus de 270 millions de consommateurs et un PIB collectif de 2,9 billions de dollars¹. Il établit un taux d'imposition à l'importation commun pour les importations d'origine extérieure à la zone (les importations des pays membres sont généralement exonérées de taxe) et permet la libre circulation des biens et des personnes entre les pays membres.

Le Brésil est également membre de l'Organisation mondiale du commerce et a conclu des accords commerciaux avec plusieurs autres pays.

Relations commerciales entre le Canada et le Brésil

En 2011, les exportateurs canadiens ont expédié des marchandises pour une valeur de 2,7 milliards de CAD à destination du Brésil, ce qui classe ce pays au 11^e rang de nos partenaires commerciaux. Nos principales exportations ont été des engrais (714 millions de CAD), des carburants et huiles (686 millions de CAD), des machines (295 millions de CAD), du papier et des produits du papier (240 millions de CAD) et de l'équipement électrique (140 millions de CAD).

Sur le plan de l'investissement, quelque 500 entreprises canadiennes sont actuellement présentes au Brésil et en 2010, le pays se classait au 11^e rang des bénéficiaires de l'investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE).

Étant donné que le gouvernement du Canada a choisi le Brésil comme marché prioritaire, les relations entre les deux pays deviennent de plus en plus étroites. L'Accord-cadre de coopération en matière de science, de technologie et d'innovation, par exemple, encouragera des partenaires canadiens et brésiliens de l'industrie, du milieu universitaire et du gouvernement à collaborer à des projets conjoints de recherche et développement ainsi qu'à des conférences et à des ateliers scientifiques.

Le Plan d'action bilatéral en matière de science et de technologie est associé à cet accord-cadre. Le plan tire parti du savoir-faire du Canada et du Brésil pour favoriser les progrès dans des domaines tels que les technologies océaniques, les technologies vertes, l'énergie propre, les sciences de la vie ainsi que les technologies de l'information et des communications.



Exportation et développement Canada au Brésil

Depuis 2000, EDC joue un rôle actif au Brésil. En 2011, elle a aidé 323 entreprises canadiennes dans leurs activités de commerce et d'investissement sur le marché brésilien pour un volume total de 2,8 milliards de CAD.

¹ Toutes les sommes indiquées sont en dollars américains, à moins d'indication contraire.

² Actuellement, l'Argentine et le Brésil ne respectent pas cette entente pour certaines marchandises essentielles.

Ressources pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

RESSOURCES GÉNÉRALES

Les ressources générales suivantes concernent le commerce international dans un contexte canadien.

- › Le guide d'EDC [Introduction à l'exportation : Vendre aux marchés internationaux](#) vous aidera à trouver tous les renseignements utiles en matière de commerce extérieur et d'investissement. Cette mine d'information peut notamment vous aider à déterminer si votre entreprise est prête à faire affaire à l'étranger, à trouver des façons de cibler et de pénétrer des nouveaux marchés et à apprendre comment surmonter les obstacles et contourner les risques.
- › [Affaires étrangères et Commerce international Canada](#) (MAECI) fournit de l'information sur les affaires et les politiques étrangères, l'économie canadienne, le commerce international, les services aux voyageurs et les services de passeport.
- › Le [Service des délégués commerciaux du Canada](#) (SDC), qui fait partie du MAECI, a des bureaux régionaux à l'échelle du Canada et dans plus de 150 villes à l'échelle mondiale.

Le SDC fournit un vaste éventail de services aux entreprises canadiennes, au pays et à l'étranger. Les délégués commerciaux peuvent vous aider à vous préparer pour entrer sur les marchés mondiaux, à évaluer votre potentiel de marché, à trouver des contacts fiables et vous conseiller pour résoudre des problèmes d'accès au marché. Le SDC offre également des études de marché, des rapports-pays et des rapports économiques.

Le site du SDC offre en outre les services du [Délégué commercial virtuel](#), outil Internet personnalisé qui donne de l'information sur les marchés et les débouchés possibles dans votre secteur d'activité. Vous pouvez vous inscrire au service du Délégué commercial virtuel sur le site Web du SDC.

- › [EDC](#) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat consiste à soutenir et à développer le commerce extérieur du Canada en aidant les entreprises canadiennes à profiter des débouchés offerts sur le marché international. La page du site Web d'EDC intitulée [Exporter](#) vous mènera à une mine de ressources et de renseignements en matière d'exportation.
- › [Réseau Entreprises Canada](#) est un réseau de services fédéraux et provinciaux conçu pour aider les exportateurs et les entrepreneurs canadiens à bâtir leur entreprise.
- › [CanadExport](#) est une publication en ligne offerte gratuitement par Affaires étrangères et Commerce international Canada. Elle renseigne les entreprises sur les occasions d'affaires, les programmes d'exportation, les salons professionnels et les missions commerciales, entre autres.
- › Le site Web d'[Industrie Canada](#) offre divers rapports sur les marchés ainsi que le précieux outil de recherche [Données sur le commerce en direct](#), qui fournit des données actuelles et historiques sur les exportations et les importations canadiennes.

RESSOURCES CONSACRÉES AU BRÉSIL

Les ressources suivantes concernent le Brésil en particulier ainsi que les échanges commerciaux avec ce pays.

- › La page Web d'EDC [Info-pays](#) consacrée au Brésil fournit diverses ressources concernant le pays. Elle renvoie notamment aux guides d'Ernst & Young, de Price Waterhouse Coopers et de Deloitte.
- › La [Chambre de commerce Brésil-Canada](#) soutient l'établissement de liens commerciaux entre les deux pays.
- › Le tableau du Groupe de la Banque Mondiale indiquant la [facilité de faire affaire au Brésil](#) classe la difficulté relative de mener des affaires au Brésil, depuis le lancement d'une entreprise jusqu'à l'exécution des contrats.
- › [ApexBrasil](#), l'organisme brésilien de promotion du commerce extérieur et de l'investissement, fournit une variété de services aux entreprises brésiliennes et étrangères.
- › [BrasilGlobalNet](#), un complément au site Web d'ApexBrasil, présente une foule de renseignements fournis par le Département de promotion du commerce et des investissements.
- › Une [section du site Web du SDC](#) est consacrée au Brésil.

Conseils pour faire affaire au Brésil

- › Les Brésiliens accordent une grande importance aux relations familiales et personnelles, et cet aspect de leur culture s'étend aux affaires, une pratique peu courante au Canada. Donner un caractère personnel aux relations d'affaires (souvent à l'occasion d'activités sociales) est nécessaire pour établir la confiance mutuelle, sans laquelle il est très difficile de conclure une vente. La plupart des Brésiliens voudront donc vous connaître comme personne avant de faire des affaires avec vous.
- › Pour toutes ces raisons, les négociations d'affaires au Brésil sont fortement influencées par les contacts personnels. Les gens d'affaires veulent avoir des relations de travail continues avec leurs homologues et peuvent se sentir insultés si vous ou vos représentants les visitez rarement et à la hâte. De plus, ils n'aiment pas qu'il y ait des changements dans votre équipe à l'étape des négociations. Étant donné l'importance accordée à l'aspect personnel, les affaires importantes sont normalement conclues en face à face et non par téléphone, par courrier ou par courriel.
- › Au Brésil, les gens d'affaires attachent beaucoup d'importance à la hiérarchie. Si vous avez l'intention de négocier avec des décideurs de haut rang ou de les rencontrer, envoyez des représentants qui ont un niveau d'autorité équivalent.
- › Les Brésiliens n'ont pas la même notion du temps que les Canadiens. À cet égard, ils ont une attitude plus détendue et les négociations d'affaires progressent plus lentement au Brésil qu'au Canada. Une réunion peut être retardée ou annulée sans avertissement et votre horaire devrait prévoir ce genre de situation.

Par contre, vous devez toujours être ponctuel et veiller à ne pas montrer votre frustration ou votre impatience face aux retards. Étant donné qu'il est d'une importance vitale de ne pas brusquer les négociations, vous ne devriez pas insister pour qu'une décision finale soit prise tant que vos homologues brésiliens ne sont pas vraiment prêts à le faire.

- › Lorsque vous rencontrez vos homologues brésiliens pour la première fois, ils s'attendent à ce que vous vous adressiez à eux par leur titre et leur nom de famille. Les Brésiliens s'adressent souvent à leurs collègues par leur nom de famille seulement, mais vous ne devriez pas faire la même chose tant que votre relation n'a pas atteint un niveau plus personnel. En général, les civilités sont de mise jusqu'à ce qu'il soit évident qu'une attitude moins officielle est acceptable.
- › La poignée de main est la forme de salutation la plus courante entre collègues d'affaires. Dans les situations dénuées de formalités, les hommes et les femmes peuvent se saluer par un ou deux baisers sur la joue ou par une brève accolade.
- › La tenue vestimentaire pour les rencontres d'affaires est censée être habillée et conservatrice. Cette tenue sera toujours de mise même après que vous aurez appris à connaître vos collègues d'affaires et que l'atmosphère se sera détendue.
- › L'« espace personnel » est beaucoup plus restreint au Brésil qu'au Canada. Il se peut donc que vos homologues brésiliens se tiennent très près de vous lorsqu'ils vous parlent. Les Brésiliens s'interrompent fréquemment les uns les autres au cours d'une conversation, mais cela est un signe d'intérêt et n'est pas considéré comme une impolitesse.

- › Au cours d'une première visite dans une entreprise, la coutume veut que l'on offre un cadeau, d'habitude un article promotionnel qui n'a pas beaucoup de valeur matérielle. Les cadeaux coûteux peuvent être pris pour des pots-de-vin et ne sont pas les bienvenus.
- › Vous devez être prêt à expliquer la stratégie que vous utiliserez pour fournir vos services sur place, à temps, à votre client brésilien, surtout si vous devez l'approvisionner dans des endroits éloignés. La possibilité de fournir des pièces de rechange, de l'assistance technique et un service après-vente (en portugais) est fort appréciée.
- › Les Brésiliens veulent voir que vous vous engagez à l'égard du marché brésilien et que vous vous investissez dans vos relations avec eux. Par conséquent, des visites régulières ou l'établissement d'une présence locale devraient faire partie de votre stratégie à long terme pour ce marché.
- › Le portugais (et *non* l'espagnol) est la langue officielle du Brésil et la connaissance de l'anglais varie énormément. Les gens d'affaires de la jeune génération ont souvent des connaissances dans une langue étrangère, habituellement en anglais, mais la plupart des décideurs de haut niveau n'en ont pas. En dehors des grandes villes, il est encore plus difficile de trouver des gens d'affaires qui parlent couramment une langue étrangère; vous devriez donc trouver un interprète fiable qui puisse vous accompagner à vos réunions. De plus, la documentation sur vos produits ainsi que vos cartes professionnelles devraient être fournies en portugais.
- › Les entreprises et les bureaux du gouvernement sont ouverts de 8 à 17 h ou de 9 à 18 h et fermés pendant une heure le midi pour la pause-repas.



Le Brésil en bref

Population : 199,3 millions (est. 2012)

Langue officielle : le portugais

Principales importations (2011) : carburants et huiles, machinerie, équipement électrique, véhicules et pièces de véhicules, produits chimiques, plastiques, fer et acier

Exportations canadiennes (2011) : engrais, carburants et huiles, machinerie, papier et produits de papier, équipement électrique, produits chimiques, plastiques, instruments, métaux, minerais

Principaux partenaires à l'exportation (2011) :

É.-U. 15,1 %, Chine 14,5 %, Argentine 7,5 %, Allemagne 6,7 %, Japon 4,5 %

Monnaie : real brésilien (BRL)

Décalage horaire : UTC-3 (le Brésil comporte quatre fuseaux horaires; Brasilia a deux heures d'avance sur Ottawa (HE))

Heures de bureau : de 8 h à 17 h ou de 9 h à 18 h, avec une pause d'une heure pour le repas du midi

Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux : de 8 h à 17 h ou de 9 h à 18 h, avec une pause d'une heure pour le repas du midi

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS AU BRÉSIL



De par sa taille, son économie moderne et diversifiée, son rôle dans les chaînes de valeur mondiales et le nombre de multinationales qui y sont présentes, le Brésil offre un grand nombre d'excellentes possibilités aux entreprises canadiennes. Étant donné l'importance économique croissante du Brésil pour le Canada, EDC a établi des représentations à Rio de Janeiro et à São Paulo.

Les entreprises canadiennes qui ont réussi au Brésil insistent sur le fait qu'un engagement à long terme sur le marché est essentiel à la réussite. La plupart des exportateurs canadiens devront passer trois à cinq ans à faire du développement de marché et à nouer des relations avant de commencer à voir les résultats concrets de leurs efforts. Souvent, la meilleure façon d'entrer sur le marché est de trouver un bon partenaire local ou, selon votre type d'activité, d'examiner la possibilité d'une coentreprise ou d'une acquisition d'entreprise locale.

Si vous préférez ne pas travailler dans le cadre d'un partenariat, une forme de représentation locale est toujours un avantage. Même si quelques entreprises brésiliennes s'approvisionnent directement auprès de fabricants étrangers, la plupart préfèrent importer les marchandises par l'intermédiaire d'agents ou de distributeurs brésiliens.

Principaux secteurs offrant des débouchés

Les principaux débouchés offerts par le Brésil se trouvent dans les secteurs suivants.

AÉRONAUTIQUE

Le marché de l'aéronautique au Brésil est en expansion et son besoin de pièces et de composantes pour avions et hélicoptères croît. Autrefois conglomérat aéronautique d'État, la société [Embraer](#), qui construit des avions de ligne, des avions militaires, des avions d'affaires et des aéronefs agricoles, a été privatisée en 1994.

Le Brésil investit des milliards dans l'amélioration de 14 aéroports en préparation de la Coupe du Monde de la FIFA de 2014. Cela représente des débouchés pour les fabricants canadiens de produits tels que des systèmes et des dispositifs de manutention de bagages, de l'équipement d'enregistrement, des appareils de radioscopie et d'autres produits de sûreté et de sécurité. En outre, le gouvernement brésilien a récemment approuvé la construction et l'exploitation d'aéroports privés non commerciaux.

Parmi les principales organisations liées au secteur de l'aéronautique il convient de mentionner :

- › L'[AIAB](#), Association des industries aéronautiques du Brésil (site Web en portugais et en anglais)
- › Le [ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur](#) (site Web en portugais seulement)
- › L'[Agence nationale de l'aviation civile](#) (site en portugais seulement)

ÉNERGIE

Après les États-Unis et le Canada, le Brésil est le plus gros producteur et consommateur d'électricité de l'hémisphère occidental; il est également le plus gros consommateur d'électricité d'Amérique du Sud. En 2011, les besoins du marché brésilien en équipement de production, de transport et de distribution d'électricité totalisaient environ 7,1 milliards de dollars, les importations représentant près de 500 millions de cette somme.

Environ 75 % de l'électricité consommée au Brésil provient de sources hydroélectriques. Des sociétés d'État contrôlent approximativement 85 % de la

production d'électricité, tandis que le secteur privé exploite environ 80 % des services de distribution. On estime que le Brésil devra investir quelque 15 milliards de dollars dans la création de réseaux intelligents afin d'accroître l'efficacité et la fiabilité de son réseau électrique. Pour soutenir la croissance démographique et économique au cours des dix prochaines années, le Brésil devra aussi augmenter sa capacité de production d'électricité de 6 000 MW par an.

Les principaux débouchés dans le secteur sont liés à l'aménagement de nouvelles installations de production d'électricité devant répondre à la croissance de consommation attendue. La construction de lignes de transport et la privatisation des installations existantes de production et de distribution offrent également des possibilités. Le savoir-faire du Canada en approvisionnement d'agglomérations isolées et de régions rurales en systèmes énergétiques décentralisés peut également être attrayant pour le secteur de l'énergie du Brésil.

[Eletrobras](#) est la plus grande société d'électricité du pays appartenant à l'État (52 % de ses actions sont détenues par l'État fédéral) et elle est également la plus grande entreprise énergétique de l'Amérique latine. D'autres grandes organisations liées au secteur de l'énergie brésilien sont :

- › L'[Agence brésilienne de réglementation de l'électricité](#) (site Web en portugais et en anglais)
- › Le [ministère des Mines et de l'Énergie](#) (site Web en portugais seulement)
- › La [Société de recherche énergétique](#) (qui fait partie du ministère des Mines et de l'Énergie et est chargée de la planification générale de l'énergie pour l'ensemble du pays; site Web en portugais seulement)

Salons professionnels et conférences

La participation à des salons professionnels et à des conférences est un bon moyen de promouvoir votre entreprise et vos produits sur le marché brésilien et aussi d'apprendre à connaître la dynamique des secteurs industriels du Brésil. La ville de São Paulo accueille environ 300 salons professionnels par an et d'autres villes reçoivent également d'importants salons et expositions.

TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES

Le sous-secteur de l'eau et des eaux usées affiche une demande croissante de technologies pour la filtration avancée, la prévention des pertes, la création de valves intelligentes, la distribution et la réutilisation de l'eau, la mise au point de dispositifs économiseurs d'eau et de systèmes de récupération des eaux de pluie ainsi que la filtration sur membrane. Actuellement, 48 % des villes du Brésil ont des installations inadéquates pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées ou pas d'installation du tout. À peu d'exceptions près, ce secteur appartient encore principalement à l'État. Quelques-unes de ses sociétés sont modernes et sophistiquées et donnent souvent des concessions pour la construction et l'exploitation de certaines parties de leurs installations.

Le Brésil investit également dans les technologies de traitement des déchets solides, dans des projets de transformation des déchets en énergie pour les décharges, dans le remplacement des décharges et dans la mise sur pied de systèmes de collecte sélective des déchets. Il y a également des débouchés dans les domaines du contrôle de la pollution atmosphérique, de l'assainissement des sols, des technologies propres, des systèmes d'information environnementale et des énergies renouvelables.

Parmi les principales organisations liées au secteur environnemental brésilien, on peut mentionner :

- [L'Institut environnemental brésilien](#) (site Web en portugais seulement)
- [L'Autorité environnementale de l'État de São Paulo](#) (site en portugais seulement)
- [L'Association des entreprises de nettoyage des villes et de traitement des déchets](#) (site en portugais et en anglais)
- [L'Association brésilienne des entreprises de traitement des déchets solides](#) (site en portugais seulement)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

Le Brésil est l'un des plus grands marchés émergents des technologies de l'information et des communications (TIC) du monde et le plus grand d'Amérique latine. Les dépenses annuelles totales du pays en TIC devraient atteindre, avant la fin de 2014, 134 milliards de dollars, dont 70 % environ seront consacrés à des achats d'équipements de télécommunications, 13 % à des services de technologies de l'information et 12 % à des acquisitions de matériel. Dans l'actualité du secteur, on peut citer les fusions de quelques entreprises de téléphonie mobile et le lancement du plan national d'infrastructure à large bande.

La demande de services à large bande devrait augmenter rapidement au cours des prochaines années étant donné que les perspectives de l'économie et de la consommation du Brésil continuent à s'améliorer. D'ici à 2015, quelque 8 milliards de dollars seront investis dans des technologies de téléphonie mobile, dans des réseaux à large bande et dans des initiatives de villes numériques.

La croissance de la téléphonie mobile à large bande est extrêmement forte : il y avait plus de 4 millions d'abonnés en 2011 et les services de téléphonie cellulaire à technologie d'évolution à long terme (LTE) sont entrés sur le marché vers la fin de 2012. Les Brésiliens sont de grands utilisateurs de téléphonie mobile; il y a 250 millions de téléphones en usage, soit plus d'un par personne. Malgré tout, la pénétration du téléphone intelligent n'est actuellement que de 2 %.

Pour les entreprises canadiennes, les débouchés se trouvent dans les domaines suivants : maintenance des réseaux 3G, services et applications LTE et WiMax, infrastructure à large bande, logiciels pour applications et réseaux de communication sans fil. Le marché de l'accès à large bande aura besoin de modems câbles, de plateformes de réseaux domestiques, de téléphones IP, de logiciels IPTV et de services de vidéo sur demande.

Le Brésil a émis des licences de diffusion 4G en juin, en stipulant qu'au moins 60 % du matériel installé devait être brésilien. Les opérateurs se sont engagés à faire des investissements minimums dans leurs réseaux 4G afin de couvrir les villes hôtes de la Coupe des Confédérations 2013 et de la Coupe du Monde 2014. L'augmentation des supports de transmission des données par téléphonie mobile 4G devrait favoriser le développement d'applications vidéo mobiles à haute vitesse telles que les services vidéo 3D pour téléviseurs, ordinateurs portables, tablettes et téléphones intelligents ainsi que les services infonuagiques.

Tous les produits de télécommunications destinés à la vente sur le marché brésilien doivent être certifiés par un organisme de certification brésilien autorisé et doivent être homologués par ANATEL (l'agence nationale des télécommunications). L'homologation peut prendre 90 jours. Il convient de noter que si le distributeur d'un fabricant étranger demande et reçoit l'approbation nécessaire, c'est lui qui possède l'enregistrement du produit.

Voici quelques-unes des grandes organisations du secteur brésilien des TIC :

- [L'Association brésilienne de l'industrie de l'électricité et de l'électronique](#) (site Web en portugais et en anglais)
- [Telebrasil](#) (site en portugais seulement)
- [L'Agence nationale des télécommunications](#) (site en portugais seulement)
- [ABTA](#) (association de télévision payante; site en portugais seulement)

INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS

L'infrastructure des transports du Brésil, surtout les réseaux non aériens, a besoin de réfections d'envergure pour réduire les embouteillages et accroître son efficacité³. Les plans de transport à long terme établis par le gouvernement en 2008 proposaient des investissements de plus de 200 milliards de dollars jusqu'en 2023 pour la prolongation des autoroutes, la construction de ports, l'amélioration des liaisons entre les régions du pays et l'établissement de liaisons Nord-Sud par voies navigables.

Le gouvernement fédéral du Brésil prévoit investir 40 milliards de dollars, d'ici 2015, dans le développement du réseau ferroviaire, qui passera de 28 000 à 35 000 kilomètres. D'ici 2023, l'investissement total dans les chemins de fer pourrait atteindre 73 milliards de dollars.

Étant donné le potentiel logistique des 40 000 kilomètres de voies navigables et de lacs du Brésil, le transport par voie d'eau n'est pas suffisamment développé. Le pays a besoin d'un meilleur accès aux voies navigables ainsi que de terminaux et d'entrepôts. On estime que l'investissement annuel dans ce sous-secteur devrait atteindre 4,6 milliards de dollars d'ici 2022.

La Fédération des industries du Brésil s'attend à ce que plus de 75 milliards de dollars soient investis dans des installations pour la Coupe du Monde de la FIFA de 2014 et les Jeux olympiques de 2016, qui auront lieu au Brésil. Les investissements comprennent des sommes substantielles pour l'amélioration des réseaux de transport urbain dans les 12 villes où les événements de 2014 et de 2016 se dérouleront.

En août 2012, la présidente Dilma Rousseff a dévoilé son Programme d'investissements en logistique (PIL) destiné à moderniser les réseaux de transport et les infrastructures logistiques du Brésil. La première phase sera axée sur les réseaux routiers et ferroviaires : quelque 66 milliards de dollars de fonds publics y seront investis sur une période de 25 ans. La plupart des fonds seront déboursés entre 2013 et 2018.

Le gouvernement fédéral investit déjà dans la modernisation des infrastructures dans le cadre de son Programme d'accélération de la croissance (PAC) mis sur pied en 2007. Ce programme prévoit des mesures incitatives pour l'investissement privé dans les transports et les infrastructures logistiques du pays en offrant au secteur privé diverses formes de participation telles que des concessions et des partenariats public-privé.

Pratiquement la moitié des projets qui profiteront des investissements publics viseront la réfection des réseaux d'infrastructure existants. Les investissements seront accompagnés d'une refonte de la réglementation destinée à assurer une planification et une intégration adéquates de ces réseaux. L'objectif est d'obtenir une plus grande efficacité dans le transport des marchandises depuis leur lieu d'origine (comme les champs de soja de l'ouest du Brésil et les mines de fer du nord) jusqu'aux ports où elles pourront être exportées vers les marchés étrangers.

Parmi les principales organisations du secteur brésilien de l'infrastructure des transports, mentionnons :

- › [L'Association nationale des transports publics](#) (site Web en portugais seulement)
- › [L'Association nationale des entreprises de transport urbain](#) (site en portugais seulement)
- › [L'Association du transport ferroviaire du Brésil](#) (site en portugais seulement)

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Les progrès sociaux et économiques du Brésil ont favorisé une amélioration des soins de santé offerts à la population du pays. Les gouvernements ont non seulement construit de nouvelles installations médicales, mais ils ont également mis sur pied de nouveaux programmes de soins de santé, qui ont contribué à faire du pays le plus gros marché d'équipement médical d'Amérique du Sud.

Le Brésil importe et exporte de l'équipement médical, dentaire, radiologique, diagnostic et de l'équipement de laboratoire. Toutefois le pays a peu de fabricants qui offrent des technologies médicales de pointe et il doit recourir à l'importation pour répondre à près de 80 % de ses besoins dans ce sous-secteur. Étant donné l'expansion continue des systèmes de soins de santé public et privé, il est fort probable que ce besoin ne fera que s'accroître. Pour les exportateurs canadiens, cela veut dire que le Brésil offre un marché prometteur pour les dispositifs médicaux de pointe, les fournitures jetables, les appareils de diagnostic, les implants et les composants médicaux.

Les organisations suivantes figurent parmi les principales du secteur brésilien des dispositifs médicaux :

- › [Le ministère brésilien de la santé](#) (site Web en portugais seulement)
- › [Brazilian Health Devices](#) (site en portugais et en anglais)
- › [ABIMED](#), association brésilienne des importateurs d'équipements et de produits médico-hospitaliers (site en portugais seulement)

³ Pour ne donner qu'un exemple, moins de 10 % des 1,98 million de kilomètres de routes du Brésil sont actuellement pavées.

EXPLOITATION MINIÈRE

Le Brésil est le cinquième producteur mondial de minerais et minéraux et est l'un des plus gros marchés d'équipement minier du monde. Vale S.A., la plus importante société minière du Brésil, se classe au deuxième rang mondial sur le plan de la capitalisation boursière.

Le Brésil extrait d'énormes quantités de minerai de fer, qu'il vend principalement à la Chine, mais il se diversifie également en extrayant des métaux non-ferreux tels que le cuivre, le nickel, l'or, l'aluminium, le zinc, le plomb, le manganèse et la bauxite. Le pays possède également 94 % des réserves mondiales de niobium, un métal stratégique utilisé comme composant essentiel dans les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile, du nucléaire, de la défense, de l'électronique, ainsi que du pétrole et du gaz naturel.

Plusieurs multinationales répondent à la plupart des besoins en équipement minier au Brésil, par conséquent l'exportation de produits d'équipement finis ne peut se faire dans une perspective concurrentielle. Cependant, les entreprises canadiennes peuvent trouver des débouchés dans l'approvisionnement en composants pour machines de terrassement, transporteurs à courroie, concasseurs, broyeurs, instruments de laboratoire, outils de forage, équipements de levés géologiques et travaux d'ingénierie spécialisés, surtout lorsque la qualité ou la complexité requises des produits n'existent pas au Brésil.

Un nouveau projet de loi a récemment été soumis à l'étude du sénat brésilien. Il propose de remplacer le Département national de la production minière par un organisme national de réglementation indépendant pour le secteur minier du Brésil.

Parmi les grandes organisations du secteur minier brésilien, mentionnons :

- › Le [ministère des Mines et de l'Énergie](#) (site Web en portugais seulement)
- › Le [Service géologique du Brésil](#) (site en portugais et en anglais)
- › L'[Institut minier brésilien](#) (site en portugais seulement)
- › L'[Association professionnelle des géologues](#) (site en portugais seulement)
- › L'[Association brésilienne des fabricants de machines et équipements](#) (site en portugais seulement)

PÉTROLE ET GAZ NATUREL

À la fin de 2011, le Brésil était le 13^e producteur mondial de pétrole et occupait le 15^e rang mondial pour les réserves de pétrole prouvées⁴, mais de récentes explorations extracôtières ont révélé de très grands gisements sous-marins qui pourraient faire passer ces réserves de 15 milliards de barils à 30 milliards de barils⁵ (en fait presque tout le pétrole du Brésil provient de champs pétroliers sous-marins). Petrobras, société pétrolière et gazière d'État et cinquième société mondiale d'énergie, contrôle près de 95 % de la production nationale de pétrole et de gaz naturel.

Le pays prévoit d'énormes investissements dans des gisements actuels et nouveaux. Selon l'Institut brésilien du pétrole, l'approvisionnement à long terme en équipement et en services et les dépenses d'exploitation dans l'ensemble du secteur pourraient dépasser le billion de dollars d'ici 2020. Des multinationales telles que FMC Technologies, Cooper Cameron, Marine/Oceaneering,

National Oilwell Varco, Weatherford, GE Vetco Grey, ABB et Aker Kvaerner ont des usines et des installations de services au Brésil et détiennent une part importante du marché dans leurs sous-secteurs respectifs.

Ces entreprises auront besoin de services, d'équipement et de matériel, notamment des revêtements de pipelines en alliage, des turbocompresseurs, des amarres et des systèmes d'ancrage, des pipelines de forage, des systèmes de contrôle de puits, des systèmes de mesurage du pétrole et du gaz naturel, des appareils de forage en mer, des outils de forage, des générateurs de vapeur et des câbles électriques.

Les organisations suivantes figurent parmi les plus importantes du secteur brésilien du pétrole et du gaz naturel :

- › Le [ministère des Mines et de l'Énergie](#) (site Web en portugais seulement)
- › [Petrobras](#)
- › L'[Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants](#) (site en portugais seulement)
- › L'[Institut brésilien du pétrole, du gaz et des biocarburants](#) (site en portugais seulement)
- › L'[Organisation nationale de l'industrie pétrolière](#) (site en portugais seulement)

Les magazines *Brasil Energia* (en portugais) et *Brasil Energy* (en anglais) présentent une liste des sociétés brésiennes et multinationales du secteur du pétrole et du gaz naturel (par abonnement seulement).

⁴ Selon le *CIA World Factbook* de septembre 2012.

⁵ Selon une évaluation effectuée en janvier 2012 par l'Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants du Brésil.

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Le marché brésilien de l'équipement de sûreté et de sécurité valait 29 milliards de dollars en 2010 et affiche un taux de croissance annuel d'environ 15 %, ce qui en fait le cinquième marché mondial de la sécurité. On estime que pour la Coupe du Monde de 2014 et les Jeux olympiques de 2016, le marché aura des dépenses additionnelles de quelque 3 milliards de dollars.

Les acquisitions militaires planifiées par le Brésil comprennent des avions de transport lourd Embraer KC-390 (1,3 milliard de dollars) et 36 avions de combat (10 milliards de dollars; achat récemment retardé). Il faut également mentionner le programme ProSuper de construction navale, le programme Prosub de construction de sous-marins et le programme Sisfron de surveillance des frontières (6 milliards de dollars).

La moitié des produits de sécurité utilisés au Brésil sont importés. Il peut donc y avoir là des possibilités à exploiter par des entreprises canadiennes dans plusieurs sous-secteurs, notamment dans celui des institutions financières ainsi que dans les domaines de la sécurité des ports et des aéroports, de la surveillance et des alarmes pour véhicules et des systèmes de sécurité pour résidences privées et petites entreprises. Parmi les produits en demande, mentionnons les appareils de contrôle d'accès, les systèmes CCTV, les systèmes d'alarme, les systèmes de surveillance, les détecteurs de drogue et d'explosifs, les détecteurs de métaux, les systèmes de prévention et de détection d'incendies, les appareils biométriques et les dispositifs de sécurité résidentielle.

Pendant que le Brésil cherche à affirmer son rôle à l'échelle régionale et internationale, sa stratégie de défense nationale vise à établir une base de défense industrielle moderne en élargissant sa capacité d'exportation et en réduisant sa dépendance de longue date à l'égard des fournisseurs étrangers. La recherche et développement, le transfert de technologies et l'innovation auront une importance cruciale tout au long de ce processus.

Le groupe de coordination du secteur est [**L'Association brésilienne des entreprises de systèmes électroniques de sécurité**](#) (site Web en portugais seulement).

VENDRE AU GOUVERNEMENT

Les entreprises étrangères qui soumissionnent pour obtenir des contrats d'approvisionnement du gouvernement doivent le faire par l'intermédiaire d'un représentant brésilien. Il faut donc un partenaire local pour entrer dans ce segment du marché. Il ne suffit pas d'établir votre propre entreprise au Brésil, en particulier pour les appels d'offres locaux, étant donné que la société affiliée ne sera pas considérée comme étant « locale » pour les besoins en approvisionnement du gouvernement à moins qu'il n'y ait une majorité brésilienne dans la participation au capital et dans le contrôle de l'exploitation.

La législation fédérale du Brésil prescrit le processus d'approvisionnement que le gouvernement fédéral et les gouvernements étatiques doivent suivre pour l'achat de fournitures et de services. Ce processus utilise des appels d'offres qui peuvent être ouverts à la concurrence internationale. Conformément à la loi sur l'approvisionnement, le prix est le principal facteur (mais pas nécessairement le seul) dans le choix d'un fournisseur.

Le gouvernement brésilien ne peut établir de distinction entre les entreprises nationales et étrangères pendant le processus d'appel d'offres à condition que les soumissionnaires soient constitués en société dans le pays. Toutefois au moment de la prise de décision, une loi favorisant l'achat de produits brésiliens permet un traitement préférentiel à l'égard des fournisseurs brésiliens dans certains secteurs, même si leurs prix dépassent de 25 % ceux d'une entreprise étrangère. Cela explique en partie la raison pour laquelle les éventuels soumissionnaires canadiens doivent s'associer à une entreprise locale.

INVESTIR AU BRÉSIL



Le Brésil, qui est déjà le plus grand bénéficiaire d'IDE en Amérique du Sud, a des plans à long terme ambitieux qui visent à investir des milliards de dollars dans son infrastructure et dans ses secteurs du pétrole, du gaz naturel et de l'énergie. Toutefois ses ressources financières ne lui permettront pas de couvrir les coûts de l'atteinte de ses objectifs et le pays devra donc attirer un volume important d'IDE à long terme.

Climat d'investissement du Brésil

En général, le Brésil est un environnement propice à l'IDE. Son gouvernement ne fait pas de distinction entre les investisseurs brésiliens et les investisseurs étrangers, son système financier est solide, son taux d'inflation est contrôlé depuis une décennie et sa grande économie diversifiée offre de nombreux débouchés dans les secteurs de la fabrication et des services. De plus, le Brésil impose peu de restrictions sur la propriété ou sur le transfert ou la conversion de fonds associés aux investissements étrangers. Les droits des investisseurs sont bien protégés et il n'existe aucun cas récent d'expropriation d'investissements étrangers au Brésil.

Très peu de transactions d'IDE nécessitent une approbation du gouvernement, bien que dans certains secteurs, l'investissement étranger soit limité. C'est le cas notamment pour la radio, la télévision et les journaux, le secteur de l'aviation, le transport de navigation intérieure et côtière, l'énergie nucléaire, l'exploitation minière et l'hydroélectricité. De plus, la propriété de terres par des étrangers à moins de 150 kilomètres des frontières nationales du Brésil est interdite, sauf autorisation spéciale du Conseil national de la sécurité.

Contrôle des changes

Les investissements étrangers doivent être enregistrés auprès de la Banque centrale du Brésil (BACEN) par l'entremise du système d'enregistrement électronique connu sous le nom de RDE-IED/SISBACEN. Cela doit se faire dans les 30 jours suivant la date de l'investissement. Les envois de fonds à l'extérieur du pays doivent se faire conformément aux dispositions prescrites par le Règlement sur le marché des changes et les capitaux étrangers (RMCCI).

Voici les règles de base pour divers types d'envois de fonds.

› Envois de dividendes et de profits

Il n'y a pas de restrictions relativement au montant de dividendes ou de profits qui peut être distribué à des actionnaires non-résidents pour autant que l'investissement ait été adéquatement enregistré auprès de la BACEN. Cependant, avant de distribuer des dividendes ou des profits à ses actionnaires, une sociedade anônima appartenant à des étrangers (entité commerciale décrite à la page 21) doit affecter 5 % de son revenu annuel net à une réserve jusqu'à ce que le total de cette réserve soit égal à 20 % du capital de la société.

› Envois d'intérêts

Il n'y a pas de restrictions relativement aux intérêts payés à un prêteur étranger à condition que le prêt soit conforme aux conditions du marché et ait été enregistré auprès de la BACEN.

› Envois de redevances

Les paiements de redevances sont permis à condition que la propriété dont elles découlent ait été enregistrée dans le pays d'origine ainsi qu'au Brésil.

› Rapatriement de capital

Il n'y a aucune restriction sur le rapatriement d'un capital-actions si l'investisseur enregistre l'investissement original ainsi que toute augmentation de capital ou tous gains capitalisés auprès de la BACEN.

Incitation à l'investissement

Bien que le gouvernement fédéral du Brésil n'offre pas d'incitatifs fiscaux directs pour l'investissement étranger, il a des programmes visant à encourager le développement économique dans des régions en particulier, notamment dans le Nord-Est et en Amazonie.

Deux de ces programmes sont la Superintendência de Desenvolvimento do Nordeste ([SUDENE](#)) et la Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia ([SUDAM](#)).⁶ Des institutions financières d'État, telles que [Banco do Nordeste](#), offrent des conditions financières préférentielles pour les prêts à l'appui de l'investissement dans leur région. D'autres programmes fédéraux d'incitatifs financiers sont axés sur le secteur du pétrole et du gaz naturel, les infrastructures, le développement portuaire et l'industrie des semi-conducteurs.

En plus des incitatifs du gouvernement fédéral, il y a les réductions de taxes indirectes offertes par de nombreux gouvernements étatiques et locaux afin d'encourager l'IDE dans leur région. On peut mentionner, entre autres, le report ou la réduction du paiement de la TVA d'État, les locations gratuites de terrains ou de bâtiments et l'exemption de taxes sur les services municipaux.

La zone franche de Manaus

Le Brésil a une vaste zone franche, la zone franche de Manaus (ZFM), située dans la capitale de l'État d'Amazonas. La ZFM offre des incitatifs fiscaux destinés à attirer l'investissement national et l'IDE dans la région amazonienne sous-développée.

Les biens étrangers destinés à la consommation, à la fabrication ou à l'assemblage dans la ZFM ainsi que les biens importés pour entreposage et réexportation sont exonérés des droits d'importation, des cotisations sociales et de la TVA fédérale. L'État d'Amazonas peut également accorder des exonérations de la TVA d'État. Les entreprises souhaitant mettre sur pied des projets dans la ZFM doivent obtenir l'approbation préalable de la [Superintendência da Zona Franca de Manaus](#) (SUFRAMA).

⁶ Au milieu de 2012, il était prévu que les deux programmes, SUDENE et SUDAM, expirent au début de 2014 et on ne sait pas encore s'ils seront prolongés.

Les principaux avantages de faire des affaires dans la ZFM sont les suivants :

- › l'exemption aux droits d'importation pour les produits destinés à la consommation interne dans la ZFM;
- › l'exemption aux droits d'importation pour certains produits destinés à la région amazonienne occidentale;
- › une réduction des droits d'importation pouvant aller jusqu'à 88 % pour les matières premières importées dans la ZFM et utilisées ensuite pour fabriquer des produits pour le marché brésilien;
- › une suspension de la TVA fédérale sur les importations qui entrent dans la ZFM jusqu'à ce qu'elles quittent la zone;
- › l'exemption de la TVA fédérale pour les biens qui quittent la ZFM s'ils ont subi le processus de production minimal requis par la loi;
- › l'exemption de la TVA fédérale pour les produits fabriqués à l'extérieur de la ZFM et destinés à la ZFM;
- › une réduction d'impôt sur le revenu pouvant aller jusqu'à 75 % pour certains revenus;
- › des taux spéciaux pour les cotisations sociales selon le secteur d'activité et les transactions;⁷
- › divers crédits relatifs à la TVA d'État;
- › diverses exonérations fiscales municipales.

Main-d'œuvre

Le Brésil a signé un grand nombre de conventions de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction du travail des enfants, du travail forcé et de la discrimination fondée sur la race, le sexe, l'âge, la couleur ou l'état matrimonial.

Il convient de noter qu'au moins les deux tiers des employés d'une entreprise doivent être brésiliens. Ce ratio s'applique également à la masse salariale de l'entreprise de telle sorte que les deux tiers des dépenses de l'entreprise en rémunération doivent aller à des citoyens brésiliens. Les spécialistes non brésiliens embauchés parce qu'il n'y a pas de brésiliens disponibles pour faire leur travail sont exclus du calcul de cette proportion.

Sur le marché intérieur, les conditions d'emploi des Brésiliens sont régies par la constitution fédérale, la législation du travail codifiée et les conventions collectives en vigueur. Environ 19 % de la main-d'œuvre fait partie de syndicats, qui sont bien organisés et défendent avec vigueur les salaires des travailleurs et leurs conditions de travail. Dans certains secteurs, les syndicats s'engagent dans des négociations collectives sectorielles comme l'exige la réglementation fédérale.

Tous les travailleurs brésiliens, et pas seulement ceux qui sont syndiqués, ont des droits précis. Ils ont notamment droit :

- › à la protection contre un renvoi arbitraire;
- › à un salaire minimum;
- › à une assurance chômage;
- › à des congés de maternité et de paternité;
- › à une assurance accidents du travail

Les principales dispositions des codes du travail portent sur les aspects suivants :

› Heures de travail quotidiennes et hebdomadaires

Pour les employés du secteur privé, la journée de travail comporte huit heures au maximum et la semaine de travail 44 heures au maximum. Les heures de travail qui dépassent ces maximums sont considérées comme des heures supplémentaires et on peut demander à un employé de faire deux heures supplémentaires par jour. Les heures supplémentaires sont rémunérées à tarif horaire et demi.

› Congés annuels

Après un an de service dans une entreprise, un employé a droit à 30 jours de congé annuel à utiliser pendant l'année suivante. Au moment où il prend ses congés annuels, l'employé doit recevoir une prime égale à un tiers de son salaire mensuel habituel.

› Prime salariale

L'employeur doit payer à chaque employé une prime salariale (souvent appelée « 13^e mois de salaire ») égale au salaire mensuel de l'employé. Quarante pour cent de cette prime est payé en novembre et 60 % en décembre.

› Cessation d'emploi

Si une entreprise licencie un employé sans motif, elle doit soit lui donner un préavis de 30 jours, soit l'indemniser pour cette période.

› Fonds d'indemnité de départ

Dans le système de fonds d'indemnité de départ de l'employé, l'employeur doit déposer l'équivalent de 8 % de la rémunération de chaque employé pour le mois précédent dans un compte bancaire établi au nom de l'employé. De plus une contribution de ½ % de la rémunération de chaque employé pour le mois précédent doit être payée au gouvernement.

› Obligations de l'employeur

En fonction du salaire mensuel de l'employé, l'employeur doit contribuer à divers programmes gouvernementaux destinés aux employés comme la sécurité sociale et l'assurance accidents du travail.

⁷ Ces cotisations sociales sont examinées plus en détail à la [section 5.3.3](#)

Responsabilité sociale des entreprises

La plupart des entreprises brésiliennes, tant du secteur privé que du secteur public, sont pleinement conscientes de leur responsabilité sociale et les citoyens s'attendent à ce que les entreprises locales manifestent cette prise de conscience. C'est ainsi que de nombreuses sociétés soutiennent des programmes d'éducation, de santé et autres dans les collectivités où elles sont présentes.

Tous les ordres de gouvernement du Brésil appuient également la durabilité dans une combinaison de bonnes pratiques sociales, économiques et environnementales.

Risques politiques

Le Brésil est une démocratie stable et le niveau de risques politiques est nettement moins élevé qu'il y a une dizaine d'années. Il n'y a pas eu récemment d'expropriation d'avoirs étrangers et il est peu probable qu'il y en ait dans un avenir prévisible. Bien que des manifestations à caractère politique ou liées à des conflits de travail aient occasionnellement lieu dans les régions urbaines, elles ne font que déranger temporairement le transport public.

ÉTABLIR VOTRE PRÉSENCE AU BRÉSIL



Les sociétés étrangères peuvent établir et posséder des entreprises au Brésil, sous réserve des restrictions mentionnées à la page 17. La loi brésilienne ne fait pas de distinction entre les sociétés ou les particuliers étrangers et brésiliens pour la création d'une entreprise.

La création d'une entité commerciale brésilienne peut être une entreprise complexe. Le gouvernement essaie de simplifier le processus, mais vous aurez certainement besoin de conseils juridiques pour faciliter votre démarche.

Création d'une société brésilienne

Il y a deux types principaux de société brésilienne : la sociedade limitada et la sociedade anônima (S.A.). La plupart des sociétés appartenant à des intérêts étrangers tombent dans l'une ou l'autre catégorie.

SOCIEDADE LIMITADA

La sociedade limitada est l'entité commerciale la plus utilisée au Brésil parce qu'elle est plus facile à créer qu'une S.A. et qu'elle est très souple. Étant donné que ses exigences administratives et autres sont relativement simples, la sociedade limitada est un bon choix pour faire des investissements directs au Brésil.

Les principales caractéristiques de la sociedade limitada sont les suivantes.

- › La constitution d'un capital minimum et d'une réserve en capital n'est pas requise.
- › Le capital est divisé en quotes-parts plutôt qu'en actions.
- › La société doit avoir au moins deux partenaires appelés détenteurs de quotes-parts. Aucun des deux ne doit être Brésilien, mais l'un d'eux au moins doit résider au Brésil.
- › Les détenteurs de quotes-parts ont une responsabilité limitée.
- › La société ne doit pas publier d'états financiers annuels.
- › La société peut être transformée en une S.A., au besoin. La procédure est facile et ce changement n'entraîne aucune pénalité fiscale.
- › La création et le fonctionnement de la société sont simples.

Une fois mise sur pied, la société doit être gérée par un résident du pays, qui n'est pas nécessairement un détenteur de quotes-parts mais qui doit avoir la nationalité brésilienne. Si ce directeur résident est un étranger, il doit avoir un permis de travail brésilien.

Dans des conditions idéales, la mise sur pied d'une sociedade limitada peut prendre de 40 à 60 jours.

SOCIEDADE ANÔNIMA

La S.A. est plus complexe à établir que la sociedade limitada. Elle peut être privée ou cotée en bourse; dans ce dernier cas, elle peut émettre des actions à négocier en bourse.

Les principales exigences de la S.A. sont les suivantes.

- › La société doit avoir au moins deux actionnaires qui peuvent être des entités juridiques ou des particuliers étrangers ou brésiliens. Les actionnaires non résidents doivent être représentés par un résident de nationalité brésilienne.
- › Si une S.A. doit être formée par l'émission d'actions offertes au public, elle doit, au préalable, enregistrer l'émission auprès de la Commission des valeurs mobilières (Comissão de Valores Mobiliários ou CVM). Cela suppose la participation d'une institution financière.
- › Pour les S.A. qui font appel public à l'épargne, au moins 10 % du prix de l'émission des actions souscrites en espèces ou en nature (machines ou autres marchandises) doit être déposé dans une banque autorisée par la CVM.
- › Une demande d'enregistrement et une copie des statuts ou du règlement de la société doivent être déposées au registre commercial local. Selon les activités que la S.A. a l'intention d'exercer, d'autres enregistrements peuvent être nécessaires.
- › La S.A. doit publier ses documents et son certificat d'enregistrement dans le Journal officiel (*Diário Oficial*) et dans un autre grand journal dans les 30 jours suivant l'enregistrement. Elle ne peut pas commencer à fonctionner tant que cela n'a pas été fait.
- › Les S.A. cotées en bourse doivent être soumises à un audit une fois par an, ce qui n'est pas nécessaire pour les S.A. privées.

ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ

Les procédures générales suivantes s'appliquent à l'établissement d'une sociedade limitada et d'une S.A. Il y a également d'autres conditions d'enregistrement propres à chaque type d'entreprise, que votre conseiller juridique vous expliquera.

1. Enregistrez les statuts ou le règlement de votre société au Registre commercial de l'État où elle aura son siège social. Cet enregistrement établit votre société comme entité juridique bien qu'elle ne puisse pas commencer à fonctionner immédiatement. Les principaux documents requis pour cet enregistrement sont les suivants :
 - › trois exemplaires des statuts ou du règlement de la société signés par les partenaires et éventuellement par des témoins et un avocat;
 - › une procuration, remise par les actionnaires ou les détenteurs de quotes-parts étrangers à un avocat résidant au Brésil;
 - › les documents prouvant l'existence d'une entité étrangère détenant des actions ou des quotes-parts;
 - › des copies certifiées des cartes d'identité et des cartes de contribuable de tous les actionnaires, détenteurs de quotes-parts, administrateurs, partenaires et gestionnaires;
 - › des formulaires dûment remplis indiquant les données requises sur la société et ses actionnaires, détenteurs de quotes-parts, administrateurs, partenaires et gestionnaires;
 - › le reçu du paiement des droits de demande.

2. Enregistrez votre société auprès du Service du revenu interne. Cela vous permettra d'ouvrir un compte bancaire et de faire des achats mais ne vous permettra pas de faire des ventes ni d'émettre des factures. Les principaux documents requis pour cet enregistrement sont les suivants :
 - › une copie de vos documents de constitution en société;
 - › une copie de la résolution de la société approuvant la remise d'une procuration à un résident du Brésil;
 - › une déclaration identifiant les actionnaires qui contrôlent votre société.
3. Enregistrez votre société au registre de l'État et au registre municipal. Les principaux documents requis pour ces enregistrements sont les suivants :
 - › une copie de votre enregistrement auprès du Service du revenu interne;
 - › une copie du compte de taxes foncières le plus récent pour la propriété où votre société a son siège social.

4. Enregistrez votre société auprès du Registre municipal des contribuables, qui est chargé d'accorder les permis d'exploitation de commerce et de veiller à la conformité à la réglementation locale.

COENTREPRISES

Les coentreprises peuvent prendre la forme de S.A., de sociedades limitadas ou de contrats de consortium. Elles sont soumises aux mêmes règles fiscales que les S.A. et les sociedades limitadas et sont utilisées principalement pour les grands projets d'infrastructure.

PARTENARIATS

Il existe quatre types de base de partenariats :

- › **La société en nom collectif (sociedade em nome coletivo)**
Il s'agit de l'association de deux ou plusieurs personnes qui exploitent leur entreprise sous un nom commun. Tous les partenaires participent activement aux activités de l'entreprise et chacun assume la responsabilité illimitée des dettes du partenariat.

- › **La société en commandite (sociedade em comandita simples)**

Il y a un partenaire au moins qui est pleinement responsable des obligations de la société, tandis que les autres ne sont responsables que dans la mesure de leur investissement.

- › **La société en commandite par actions (sociedade em comandita por ações)**

Dans ce type de partenariat, des certificats d'actions transférables représentant les intérêts de propriété des partenaires sont émis. Cette entité commerciale regroupe des partenaires entièrement responsables des dettes de la société et des personnes responsables à concurrence de leur participation au capital.

- › **La société en compte de participation (sociedade em conta de participação)**

Dans cette forme de partenariat, il y a un associé tacite qui n'est pas responsable des obligations de la société. Ce type de partenariat n'est pas considéré comme une société du point de vue juridique, mais est souvent établi pour des projets particuliers.

N'établissez pas de succursales au Brésil!

Très peu d'entreprises étrangères ouvrent des succursales au Brésil. L'établissement d'une succursale nécessite un décret du ministère de l'Industrie et du Commerce, ce qui est très difficile à obtenir. De plus, étant donné qu'une succursale est soumise aux mêmes exigences fiscales qu'une sociedade limitada ou qu'une S.A., elle n'offre aucun avantage commercial réel.

REPRÉSENTANTS COMMERCIAUX

Si vous ne voulez pas établir une société au Brésil, il sera plus facile de vendre à des clients brésiliens si vous recourez à des représentants locaux comme des agents et des distributeurs. Dans ce cas, votre entreprise n'aura pas de présence commerciale dans le pays et ne sera pas soumise aux taxes et impôts exigés des entreprises résidentes.

Lorsque vous recourez aux services d'un représentant commercial, vous devriez toujours établir une entente écrite pour définir la portée de votre relation. Les dispositions de base de cette entente devraient porter, entre autres, sur les éléments suivants :

- › les biens que le représentant vendra et/ou distribuera en votre nom;
- › la période pendant laquelle l'entente sera en vigueur;
- › le territoire brésilien (par exemple l'État) où le représentant est autorisé à vous représenter;
- › l'exclusivité territoriale accordée ou non au représentant;
- › les restrictions en ce qui concerne l'utilisation de votre propriété intellectuelle c.-à-d. l'utilisation de marques de commerce par exemple;
- › les méthodes utilisées pour payer le représentant;
- › la façon dont le représentant sera indemnisé si vous mettez fin à l'entente sans motif légitime;
- › la durée de l'entente.

Il vaut mieux éviter d'embaucher des particuliers comme représentants commerciaux. Dans certaines situations, ils pourraient être considérés comme des employés de votre entreprise et seraient alors protégés par la législation du travail brésilienne, ce qui pourrait vous entraîner dans des litiges juridiques. Recourez plutôt à une entreprise qui offre des services de représentation commerciale.

Acquisitions et fusions

Le Brésil n'impose pas de restrictions sur les fusions et les acquisitions, même si une entreprise étrangère participe à la transaction. Des procédures spéciales s'appliquent si la société brésilienne qui est acquise ou qui fusionne est une société publique et non privée.

Normes comptables brésiliennes

Les normes comptables sont établies par la législation brésilienne sur les sociétés et se basent sur les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers requis comprennent le bilan, l'état des résultats, l'état des flux de trésorerie et les modifications survenues dans l'avoir des actionnaires.

FINANCES ET IMPOSITION



Le système financier du Brésil est vigoureux, évolué et hautement efficace. Il est également assez diversifié et comprend non seulement des banques commerciales, mais aussi des banques d'investissement, des sociétés de financement, des institutions d'épargne et de prêt et des compagnies d'assurances.

Le régime fiscal du pays traite les entreprises nationales et les entreprises étrangères exactement de la même manière. Toutefois ce régime est complexe et comporte une multitude de règlements.

La monnaie du Brésil est le réal brésilien (BRL), qui est divisé en 100 centavos. Au milieu de 2012, un dollar canadien équivalait à 2,04 réals.

Système financier

Le système financier du Brésil est supervisé par le Conseil monétaire national (CMN). Celui-ci établit les politiques monétaires et les politiques de crédit qui sont administrées par la Banque centrale (BACEN). La BACEN établit également le taux d'intérêt de base pour l'économie, lequel était de 8,5 % au milieu de 2012.

Le pays a environ 180 banques, qui ensemble totalisent près de 17 000 succursales. Certaines appartiennent à l'État, comme la banque du Brésil (Banco do Brasil) et d'autres sont privées comme Itaú/Unibanco. La Caixa Econômica Federal est la plus grande institution d'épargne du Brésil et elle est contrôlée par le gouvernement central. Plusieurs banques étrangères sont représentées au Brésil, notamment HSBC (R.-U.), la banque de Santander (Espagne) et la Banque Scotia (Canada).

Financement du commerce extérieur et de l'investissement

Pour les entreprises brésiliennes, le système bancaire est la principale source de crédit pour des périodes de moins de 180 jours. Étant donné que le Brésil a une histoire d'inflation, l'obtention d'un financement à long terme de sources locales peut être problématique car la plupart des instruments de crédit sont émis à court ou à moyen terme. Cependant, il est possible pour les entreprises brésiliennes d'obtenir des prêts à plus long terme des institutions financières publiques ou des banques étrangères présentes au Brésil.

Si vous avez créé une sociedade limitada ou une S.A. brésilienne qui vend des biens à l'extérieur du Brésil, vous pourriez obtenir un financement à l'exportation de l'une des sources suivantes :

- › L'Agencia Especial de Financiamento Industrial (AEFI), qui met des fonds à la disposition des acheteurs non brésiliens pour l'achat de biens d'équipement produits au Brésil;
- › l'Adiantamento sobre Contrato de Câmbio (ACC), qui fournit des avances sur des transactions d'exportation;
- › l'Adiantamento Sobre Cambiais Entregues (ACE), qui fournit des avances sur des opérations de change faites précédemment, après que les marchandises ont été expédiées;
- › le Programa de Financiamento às Exportações (PROEX), qui fournit du financement à long terme pour les transactions d'exportation;
- › la banque Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES), qui fournit du financement à long terme pour les exportations de produits manufacturés, pour des investissements à long terme et pour de l'équipement produit à l'échelle locale.

DU FINANCEMENT POUR VOTRE ACHETEUR

Proposer un montage financier concurrentiel à un acheteur brésilien potentiel peut avoir une importance cruciale dans la réalisation d'une vente. Vous pouvez profiter de ce genre d'arrangement grâce aux programmes de [financement acheteur étranger](#) d'EDC, qui peuvent fournir du financement directement à votre client étranger pour l'exportation de biens d'équipement et de services connexes. En effet, vous obtenez une vente au comptant immédiate parce qu'EDC assume le risque de défaut de paiement et vous verse directement les fonds.

CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

Il se peut que pendant les négociations, votre acheteur brésilien vous demande un cautionnement. Il s'agit d'une somme d'argent tenue en fiducie comme garantie d'exécution du contrat. Ce cautionnement est émis en votre nom par une banque ou une société de cautionnement.

Obtenir un cautionnement peut avoir des répercussions importantes sur votre fonds de roulement puisque l'entité émettrice du cautionnement – généralement votre banque – demandera un nantissement couvrant la totalité de chaque dollar du cautionnement. Vous pourrez fournir ce nantissement en utilisant vos fonds ou votre ligne de crédit. Dans les deux cas, toutefois, vous vous trouverez à immobiliser les ressources financières nécessaires à votre essor.

De plus, le cautionnement est payable à la demande de l'acheteur. Si un acheteur estime que vous n'avez pas respecté les conditions du contrat, il peut faire appel du cautionnement, c'est-à-dire qu'il peut exiger que l'institution financière lui paie la valeur du cautionnement. Lorsque cela se produit, votre banque ne cherche pas à déterminer la validité de la demande d'indemnisation de l'acheteur ni à savoir si vous êtes en défaut; elle verse simplement la valeur du cautionnement et prend votre nantissement à titre de dédommagement. En contrepartie, si vous avez respecté les modalités du contrat, il s'agit d'un « appel injustifié ». Il peut être très difficile de recouvrer ces sommes même si vous prouvez que vous n'avez nullement manqué à vos obligations contractuelles.

EDC peut vous fournir diverses solutions pour vous aider dans vos besoins de cautionnement, notamment la [Marge pour garanties de cautionnements bancaires](#), l'[Assurance cautionnement](#) et l'[Assurance pour cautionnement bancaire](#).

Païement des impôts

Les sociétés qui résident au Brésil paient l'impôt des sociétés sur les bénéfices d'exploitation provenant de toutes leurs sources dans le monde. L'année d'imposition brésilienne correspond à l'année civile et les entreprises peuvent choisir d'être imposées

- › en fonction du revenu réel ou *lucro real*, annuel ou trimestriel;
- › ou en fonction du revenu estimé ou *lucro presumido*, basé sur les projections pour l'année ou le trimestre.

Pour obtenir plus de détails sur les impôts, vous pouvez consulter le document *Doing Business in Brazil* d'Ernst & Young ou *Doing Business and Investing in Brazil* de PricewaterhouseCoopers. Vous trouverez les deux documents à la section [Info-pays](#) d'EDC sur le Brésil.

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Le code fiscal définit les compétences fédérales, étatiques et municipales en matière d'impôts. Pour les entreprises, il y a deux impôts fédéraux de base : l'impôt sur le revenu des sociétés et la cotisation sociale. En 2012, les taux d'imposition sont les suivants :

- › impôt sur le revenu des sociétés de 15 % sur le revenu imposable net;
- › surtaxe de 10 % sur le revenu imposable net de plus de 240 000 BRL;
- › cotisation sociale de 9 % sur le revenu imposable net.

Éviter la double imposition

Le Canada et le Brésil ont signé une [convention fiscale](#) qui permet aux entreprises canadiennes d'éviter une double imposition lorsqu'elles ont des activités au Brésil.

TAXES D'ACCISE

Il y a deux importantes taxes d'accise :

- › L'ICMS est une TVA d'État qui s'applique à l'importation de certains produits et à diverses transactions de biens et de services. Les taux varient selon les États et selon que la transaction a lieu entre différents États ou à l'intérieur d'un seul État.
- › L'IPI est une taxe d'accise fédérale qui s'applique à l'importation et à la fabrication de biens. Les taux dépendent des codes du Système harmonisé (codes SH) appliqués aux produits.

COTISATIONS SOCIALES

En plus des taxes mentionnées ci-dessus, il y a deux cotisations sociales fédérales obligatoires calculées en fonction du revenu brut d'une entreprise.

- › La contribution aux programmes combinés d'intégration sociale et de formation au patrimoine de la fonction publique (PIS/PASEP) aide à financer l'assurance-chômage, les prestations pour enfants et les allocations pour travailleurs à faible revenu. En 2012, le taux était de 1,65 %.
- › La contribution à la sécurité sociale (COFINS) aide à financer la sécurité sociale, les soins de santé et les services sociaux. En 2012, le taux était de 7,6 %.

D'autres taxes sont perçues à divers niveaux tels que les taxes d'État sur les véhicules et les taxes foncières municipales.

Codes du Système harmonisé

La plupart des pays utilisent les codes SH pour déterminer les droits, les tarifs douaniers et les taxes sur les biens importés. Ces codes numériques normalisés fournissent une façon précise de classer les produits pour les besoins des douanes. Vos marchandises devront avoir un code SH avant de pouvoir entrer au Brésil.

ASPECT JURIDIQUE



Au Brésil, les litiges civils et commerciaux tombent soit sous la juridiction des tribunaux fédéraux, soit sous celle des tribunaux d'État. La plupart des poursuites soumises aux tribunaux fédéraux impliquent le gouvernement fédéral. Les litiges commerciaux entre parties privées tombent généralement sous la juridiction des tribunaux d'État.

Règlement des différends

Les tribunaux d'État sont surchargés et il faut parfois des années pour régler des différends contractuels. Il est donc presque toujours préférable d'éviter les litiges. Même si vous semblez être incontestablement dans votre droit, une poursuite en justice peut ne pas valoir la peine.

Plutôt que d'intenter une action en justice, on peut recourir à l'arbitrage commercial international. Également appelé règlement extrajudiciaire des différends, ce processus vise à régler les différends commerciaux en utilisant des arbitres indépendants pour trouver une solution. Pour qu'un arbitrage soit possible il faut que les deux parties y consentent; ce consentement est donc habituellement établi par une clause d'arbitrage dans le contrat.

Le Brésil a ratifié plusieurs conventions internationales relatives à l'arbitrage et la législation brésilienne prévoit que les décisions d'arbitrage doivent être reconnues au Brésil conformément à ces conventions. Le [Centre d'arbitrage et de médiation](#) de la Chambre de Commerce Brésil-Canada (CCBC), situé à São Paulo, a été un pionnier dans le domaine de l'arbitrage au Brésil et il jouit d'une très bonne réputation.

Pour trouver des renseignements généraux sur l'arbitrage international, vous pouvez consulter les sites Web de l'[Association d'arbitrage canadienne](#) ou de l'[American Arbitration Association](#).

Protection de la propriété intellectuelle

Le Brésil a ratifié l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et a signé la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, le Traité de coopération en matière de brevets, la Convention internationale pour la protection des végétaux et la Convention de Paris sur la protection de la propriété intellectuelle. Malheureusement le vol de propriété intellectuelle est toujours un problème au Brésil; la protection de votre propriété intellectuelle a donc une importance cruciale lorsque vous faites affaire dans ce pays.

Il est à noter que l'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des dessins industriels au Canada ne les protège *pas* au Brésil. Pour garantir vos droits de propriété intellectuelle en vertu de la loi brésilienne vous devez les enregistrer auprès de l'[Institut national de propriété industrielle](#) (INPI). Pour ce faire, il vaut mieux demander l'aide d'un conseiller juridique local.

Tous les principaux types de propriété intellectuelle peuvent être enregistrés, dont les suivants :

› Marques de commerce

La loi brésilienne sur la propriété industrielle protège les signes distinctifs qui identifient et distinguent les biens et les services. Lorsqu'une demande d'enregistrement de marque de commerce est déposée auprès de l'INPI, elle est publiée dans le Journal officiel. Si personne ne s'oppose à cette demande, l'INPI l'examine de plus près et peut soit accepter, soit refuser l'enregistrement de la marque de commerce. En cas d'acceptation, le demandeur paie les droits applicables et reçoit un certificat d'enregistrement. L'entreprise doit commencer à utiliser la marque de commerce au Brésil dans un délai de cinq ans. L'enregistrement est valable pendant dix ans et est renouvelable.

› Brevets

Les brevets visent les nouvelles inventions telles que procédés, machines et techniques de fabrication ou toute amélioration nouvelle et utile d'une invention existante. Le brevet empêche les individus ou les entreprises de fabriquer, d'utiliser ou de vendre une invention sans l'autorisation du propriétaire du brevet.

Le Brésil accorde deux types de brevets : le brevet à proprement parler et le modèle ou certificat d'utilité. Pour l'obtention d'un brevet, il faut que les critères de nouveauté, d'inventivité et d'applicabilité industrielle soient respectés. L'obtention d'un modèle d'utilité exige que le procédé ou l'objet visé présente une fonction pratique, une applicabilité industrielle et un aspect inventif entraînant une amélioration de fonctionnement ou de fabrication.

La période de validité est de 20 ans pour un brevet et de 15 ans pour un modèle d'utilité.

› Dessins industriels

En vertu de la loi brésilienne, le dessin industriel désigne les caractéristiques qui donnent à un produit son aspect particulier. Lorsqu'une demande est déposée auprès de l'INPI, celui-ci effectue un examen du dessin en bonne et due forme. L'enregistrement est automatiquement accordé si le dessin est conforme aux exigences établies.

» Droits d'auteur

Le droit d'auteur couvre les œuvres publiées et non publiées. Lorsque vous possédez le droit d'auteur d'une œuvre, vous êtes la seule personne autorisée à produire, reproduire, exécuter ou publier l'œuvre ou à permettre à quelqu'un d'autre de le faire. Le droit d'auteur s'applique aux œuvres originales telles que livres, films, musique, enregistrements sonores et vidéo, œuvres dramatiques, magazines, œuvres d'art et logiciels.

Contrairement à l'enregistrement des brevets, marques de commerce et dessins industriels, l'enregistrement de droits d'auteur au Canada protège vos œuvres dans d'autres pays, du moins dans les pays signataires de la Convention de Berne ou de la Convention universelle sur le droit d'auteur. Étant donné que le Brésil a signé la Convention de Berne, vos œuvres sont protégées dans ce pays.

On considère que le droit d'auteur provient de la création de l'œuvre. Par conséquent, votre œuvre est théoriquement protégée en vertu de la Convention de Berne et d'autres conventions sur le droit d'auteur, même si vous n'enregistrez jamais de droit d'auteur au Canada ou ailleurs. Malgré cela, l'enregistrement est une bonne idée pour toute propriété intellectuelle importante de cette nature. Au Canada, vous pouvez enregistrer vos droits d'auteur auprès de l'[Office de la propriété intellectuelle du Canada](#).

Corruption

La corruption est illégale au Brésil et le versement d'un pot-de-vin par une entreprise locale à un agent étranger est considéré comme un crime. Toutefois, l'efficacité et l'application des lois anticorruption peuvent varier.

Il se peut que vous ne constatiez jamais aucun comportement de corruption en faisant affaire au Brésil. Il va sans dire que, si votre entreprise voit des activités de corruption, elle ne devrait jamais y prendre part. Il faut savoir que tout citoyen canadien qui participe à de telles activités, par exemple en soudoyant des fonctionnaires étrangers, peut être poursuivi par les tribunaux canadiens en vertu de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez consulter la brochure d'EDC intitulée [Faites échec à la corruption](#).

LIVRAISON DE VOS MARCHANDISES AU BRÉSIL



Livrer des marchandises à un client brésilien est foncièrement plus compliqué que de les livrer à un acheteur canadien. Les distances sont plus grandes, les risques de transport plus élevés et les formalités administratives beaucoup plus complexes.

Même si vous utilisez les services d'un transitaire (voir page 31) pour s'occuper de la logistique, c'est une bonne idée d'avoir au sein de votre entreprise une personne qui comprend bien le fonctionnement du transport international et qui a examiné la meilleure façon de livrer vos produits au Brésil.

Transport

Dans la négociation d'un contrat de vente, il n'est pas conseillé de consentir à livrer des marchandises à la porte de l'acheteur brésilien. Si vous le faites, vous serez pris dans le réseau logistique brésilien, ce qui coûte très cher. En effet, le Service commercial des États-Unis estime que près de 31 % du coût d'un produit au Brésil est lié à la logistique, ce qui comprend les frais d'administration, d'entreposage, d'inventaire et de transport. Vous devriez donc accepter de livrer vos marchandises jusqu'à un port d'entrée brésilien, mais pas plus loin. Une fois que vos produits seront débarqués, votre acheteur devra assumer la responsabilité de les acheminer jusqu'à leur destination finale.

Recourir aux services de transitaires

Le processus d'expédition de marchandises à l'étranger étant compliqué et laborieux, vous pouvez économiser temps et argent en utilisant les services d'un transitaire. Vous pouvez avoir recours à un agent d'expédition uniquement pour qu'il négocie un tarif avec le transporteur ou bien pour qu'il s'occupe de tout, depuis la souscription d'une assurance jusqu'à l'embauche d'un courtier en douane. Certains transitaires se spécialisent dans l'expédition vers certains pays, d'autres, dans certains types de marchandises. Consultez le site Web de l'[Association canadienne des transitaires internationaux du Canada](#) pour de plus amples renseignements.

Dédouanement

L'autorité douanière du Brésil tombe sous la juridiction du Secrétariat fédéral du revenu du ministère des Finances. Toutes les marchandises qui entrent dans le pays et qui le quittent sont suivies par le système automatisé SISCOMEX, qui (parmi de nombreuses autres fonctions) calcule les droits et taxes devant être payés par l'importateur sur les biens importés. Toutes les importations doivent être dédouanées par l'intermédiaire des services du courtier en douane de l'importateur.

DOCUMENTS

Lorsque vos marchandises arrivent au Brésil, les douaniers du port d'entrée les inspectent en utilisant la déclaration d'importation que votre acheteur a consignée dans le SISCOMEX. Cette déclaration doit comprendre les noms et adresses complets de l'importateur et de l'exportateur, une description des marchandises incluant leur code SH, le prix unitaire et la valeur totale de l'expédition ainsi que l'origine des marchandises.

Pour que le dédouanement puisse se faire, il faut également les documents suivants :

- un connaissement ou une lettre de transport aérien;
- la facture commerciale signée par l'exportateur;
- un bordereau d'expédition;
- d'autres documents, s'il y a lieu (tels qu'un permis d'exportation pour certains types de marchandises).

L'importateur est responsable de la plupart des formalités administratives, mais vous pouvez contribuer à accélérer le processus de dédouanement en collaborant avec lui pour vous assurer que tous les documents sont en ordre. Si certains renseignements sont manquants ou inexacts, vos marchandises pourraient être retenues à la douane et soumises à des frais d'entreposage élevés. Qui pis est, la douane brésilienne pourrait confisquer les biens qui ne sont pas accompagnés des documents adéquats.

Contrôles canadiens à l'exportation

Certains biens et services – notamment les technologies militaires et nucléaires, les armes à feu, certains produits de bois d'œuvre et les marchandises d'origine américaine – sont considérés comme des produits contrôlés ou à usage restreint et ne peuvent être exportés du Canada sans permis. Assurez-vous de vérifier si vos produits en font partie avant de les expédier au Brésil. Certains produits canadiens ne peuvent pas être envoyés du tout dans certains pays.

L'organisme du gouvernement canadien responsable de la réglementation de ce type de marchandises est la [Direction générale de la réglementation commerciale et des obstacles techniques](#). Le site Web de cet organisme fournit diverses ressources, notamment des listes de produits contrôlés et à usage restreint. Vous trouverez, dans le site Web de l'Agence des services frontaliers du Canada, un guide intitulé [L'exportation de marchandises du Canada : un guide pratique à l'intention des exportateurs](#), qui vous donnera de plus amples renseignements sur des questions telles que les exportations contrôlées et les obligations de déclaration.

Il est à noter que certains produits, tels que des aliments, des produits pharmaceutiques ainsi que des produits et dispositifs médicaux, doivent être accompagnés d'un permis spécial d'importation. Il incombe à l'importateur d'obtenir ce permis.

ÉTIQUETAGE ET MARQUAGE

La réglementation brésilienne exige que toutes les étiquettes et marques de produits fournissent des renseignements exacts et facilement compréhensibles sur les produits en ce qui concerne la qualité, la quantité, la composition, le prix, la garantie, la durée de vie, l'origine et les risques pour la santé ou la sécurité. Les produits importés doivent porter une traduction de ces renseignements en portugais. Étant donné que le Brésil utilise le système métrique, les poids et volumes des produits doivent être indiqués en mesures métriques. Vous devriez travailler en collaboration avec votre acheteur pour vous assurer que l'étiquetage et le marquage de vos marchandises respectent toutes les exigences brésiennes.

TARIFS ET DROITS DE DOUANE

Toutes les marchandises importées au Brésil sont soumises à un certain nombre de tarifs et de droits de douane, qui sont payés pendant le dédouanement. Il incombe à votre acheteur de payer ces droits de douane, mais vous devez les connaître puisqu'ils auront des répercussions sur le prix de vos produits et donc sur votre compétitivité sur le marché brésilien.

Les frais sont calculés automatiquement par le système SISCOMEX en fonction de la valeur de vos marchandises en BRL. La douane brésilienne ne remettra pas vos marchandises à votre client tant que tous les frais n'auront pas été payés.

Les principaux droits de douane sont les suivants.

› **Taxe sur le fret pour la modernisation de la marine marchande (AFRMM)**

Cette taxe s'applique aux marchandises expédiées par voie maritime. Elle est calculée comme suit : 25 % des frais de transport plus les frais de manutention portuaire.

› **Taxe d'importation (II)**

Il s'agit du droit de douane de base qui varie de zéro à 35 % selon le produit. Cette taxe est évaluée en fonction de la valeur en douane des marchandises, qui comprend le prix de celles-ci, l'assurance qui les couvre pendant l'expédition et les frais de transport.

› **Taxe sur les produits industrialisés (IPI)**

Cette taxe s'applique selon le type de produit. Elle varie de zéro à 20 % et est calculée en fonction de la valeur en douane des produits, à laquelle s'ajoute la valeur de la taxe d'importation.

› **Taxe sur la circulation des marchandises et des services (ICMS)**

Il s'agit d'une TVA d'État qui s'applique à tous les produits, étrangers et brésiliens. Elle varie de 0 % pour les produits essentiels, à 25 % pour les produits de luxe, selon l'État.

› **Contribution PIS/PASEP**

Telle que décrite à la page 26, cette contribution aide à financer l'assurance-chômage, les prestations pour enfants et les allocations pour travailleurs à faible revenu. En 2012, le taux était de 1,65 %.

› **Contribution COFINS**

Également décrite à la page 26, cette taxe aide à financer la sécurité sociale, les soins de santé et les services sociaux. En 2012, le taux était de 7,6 %.

Un certain nombre d'autres frais s'ajoutent à ces taxes, tels les droits de courtage, les droits d'entreposage, les frais de manutention et les taxes portuaires.

ADMISSION TEMPORAIRE DE MARCHANDISES

L'admission temporaire permet de faire entrer au Brésil des produits destinés à un usage personnel ou professionnel pendant une période précise, sans aucun droit de douane, à condition qu'ils ne soient pas vendus sur le marché brésilien. Pour faire entrer ces produits au Brésil, vous devrez signer une déclaration indiquant que les produits quitteront le pays dans le délai précisé. Vous devrez également fournir une liste des produits, établie en portugais et indiquant leur valeur en douane en USD. L'importation de biens pour des activités telles que des salons professionnels, des expositions, des événements scientifiques, des promotions de marketing et des événements culturels est une raison valable d'admission temporaire de marchandises.

Normes et conformité

L'[Institut national de métrologie, de qualité et de technologie](#) (INMETRO) du Brésil est chargé de la certification des produits et de l'octroi de permis aux laboratoires de tests. Les tests à l'appui de la certification d'un produit doivent être effectués par un laboratoire brésilien homologué, sauf si les installations nécessaires n'existent pas au Brésil. La section [Accréditation](#) du site Web d'INMETRO fournit plus de détails à ce sujet.

COMMENT VOUS FAIRE PAYER



À un moment donné dans la négociation d'un contrat d'exportation, votre acheteur brésilien voudra connaître les modalités de crédit que vous êtes prêt à lui offrir; essentiellement, il voudra savoir combien de temps il pourra attendre avant de vous payer. Cette question a des répercussions qui vont au-delà de ce qui est évident parce que votre réponse déterminera possiblement l'issue de la transaction, c.-à-d. si vous réalisez une vente ou non.

Ce qui explique la préoccupation de l'acheteur brésilien, c'est le fait que les taux d'intérêt sur les prêts commerciaux ont toujours été très élevés au Brésil. Par conséquent à titre d'exportateur canadien qui vend sur le marché brésilien, vous devez être conscient qu'il peut être très coûteux pour un acheteur potentiel d'obtenir du crédit pour acheter vos produits. Évidemment, cela peut influencer sur la décision de l'acheteur brésilien de faire affaire avec vous.

Formes de paiement

Le prix élevé du crédit au Brésil signifie que vos acheteurs examineront de près les modalités de paiement que vous leur offrez et que, si une vente suppose un financement coûteux, il se peut que vous la perdiez au profit d'un concurrent qui offre des conditions plus faciles. Par conséquent, lorsque vous négociez des conditions de paiement avec une entreprise brésilienne, vous devez établir un équilibre entre votre besoin de sûreté de paiement et les besoins financiers de votre acheteur.

Il y a trois principaux modes de paiement, chacun comportant des avantages et des inconvénients pour l'une ou l'autre des parties : la lettre de crédit documentaire (LC documentaire), le compte ouvert non garanti et le compte ouvert avec une assurance comptes clients.

LETTRÉ DE CRÉDIT DOCUMENTAIRE

Les LC documentaires sont traitées par des banques brésiennes qui ont des banques correspondantes au Canada. Cette forme de paiement est très sûre pour les

deux parties, pour autant que la LC ait été confirmée⁸ par la banque locale et la banque canadienne.

Malheureusement, en raison des taux d'intérêts locaux élevés, l'obtention d'une LC peut être très coûteuse pour votre acheteur brésilien. Par conséquent, l'acheteur préfère normalement vous payer au moyen d'un compte ouvert non garanti. Peu d'entreprises brésiennes utilisent des LC documentaires pour payer leurs importations.

COMPTE OUVERT NON GARANTI

Dans ce type d'entente, l'acheteur brésilien accepte de vous acheter une certaine quantité de marchandises et consent par contrat à les payer dans les 30 à 90 jours suivant leur réception. En fait, vous offrez à l'entreprise brésilienne un crédit non garanti sans intérêt pour qu'elle puisse acheter vos produits.

Pour l'entreprise brésilienne, il s'agit de la méthode idéale, car elle reçoit les marchandises avant de les payer et ne doit pas obtenir un crédit coûteux de sa banque. Cependant, c'est également la forme de paiement la plus risquée pour vous puisque vous

perdez le contrôle de vos marchandises avant d'en recevoir le paiement. La volonté de vous faire payer de cette façon peut vous aider à conclure une vente, mais vous devez vous assurer de la cote de solvabilité de l'acheteur et de sa réputation en matière de paiement avant d'accepter cette méthode de paiement.

COMPTE OUVERT AVEC UNE ASSURANCE COMPTES CLIENTS

On pourrait également parler de « compte ouvert garanti ». Pour cette forme de paiement, une institution financière, telle qu'EDC, vous fournit une assurance comptes clients de telle sorte que vous obtiendrez votre argent même si votre acheteur ne paie pas. Par ailleurs, l'institution financière assurant votre paiement, vous pouvez offrir à votre client tous les avantages d'un paiement par compte ouvert avec un risque minimal pour vos bénéfices. Ce mode de paiement présente des avantages pour l'acheteur et le vendeur et est discuté plus en détail à la page 35.

Vérification de la situation de votre acheteur

Le défaut de paiement est un risque dans toute transaction commerciale, mais il tend à être plus élevé dans les transactions internationales que sur le marché intérieur. Afin de réduire ce risque, vous devez vérifier très soigneusement la réputation générale et la solvabilité de votre acheteur brésilien avant de vous engager dans un contrat de vente.

Pour ce contrôle préalable, renseignez-vous sur l'historique de l'entreprise, sa solvabilité, son dossier financier, son type de gestion, ainsi que sur sa réputation sur les marchés local et international. Des cabinets d'avocats ou des sociétés d'experts-conseils locaux peuvent vous aider et vous pouvez également obtenir de l'aide des bureaux du Service des délégués commerciaux du Canada au Brésil ainsi que d'EDC.

Vérification de la situation de votre acheteur par l'entremise d'EDC

Avec [Vérif-EXPORT](#), vous pouvez obtenir rapidement des renseignements d'importance vitale sur de nombreuses entreprises étrangères. Pour un prix modique, un Rapport d'opinion d'EDC vous fournira des renseignements clés sur la solvabilité et les finances d'une entreprise ainsi qu'une opinion relativement à son assurabilité. Un Rapport d'information commerciale de Dun & Bradstreet, que vous pouvez également obtenir à peu de frais, présente des renseignements détaillés tels que l'historique de l'entreprise, son profil de crédit, sa situation financière ainsi que tout problème juridique qu'elle aurait pu avoir. Dans un domaine connexe, le guide [Pour une gestion de crédit efficace](#) d'EDC vous donnera des conseils pratiques qui vous permettront d'établir votre propre système de gestion du crédit.

⁸ Une LC peut être confirmée ou non confirmée. Par exemple, une banque canadienne peut confirmer une LC émise par une banque étrangère en garantissant ainsi qu'elle vous paiera même si la banque étrangère ne le fait pas. Il est évident que ce type de LC est bien meilleur pour vous que la LC non confirmée.

Vous assurer contre le risque de défaut de paiement

Il est possible qu'une faiblesse financière chez un client brésilien apparemment solide passe inaperçue même dans le contrôle préalable le plus méticuleux et vous pourriez découvrir de façon inattendue que l'entreprise a fait faillite ou est devenue insolvable avant de vous payer. Ou bien il est possible que l'acheteur refuse simplement de payer votre facture ou annule le contrat après l'envoi des marchandises.

Plusieurs formes d'assurance peuvent vous protéger contre ces risques. EDC offre toute une gamme de produits, dont les suivants.

ASSURANCE COMPTES CLIENTS

L'[Assurance comptes clients](#) (ARI) couvre jusqu'à 90 % de vos pertes résultant d'un défaut de paiement attribuable à la réalisation de toutes sortes de risques tels que la faillite ou l'insolvabilité du client ou son refus de prendre livraison des marchandises comme prévu au contrat.

ASSURANCE ACHETEUR UNIQUE

L'[Assurance acheteur unique](#) couvre l'ensemble de vos ventes à un seul client étranger pendant 180 jours. Elle réduit jusqu'à 90 % les pertes résultant de la réalisation de multiples risques tels que le défaut de paiement attribuable à la faillite ou à l'insolvabilité du client.

ASSURANCE FRUSTRATION DE CONTRAT

L'[Assurance frustration de contrat](#) offre une protection couvrant jusqu'à 90 % des pertes admissibles résultant de la réalisation de divers risques tels que la résiliation du contrat par le client, sa faillite ou son insolvabilité.

PRINCIPAUX CONTACTS

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

150, rue Slater
Ottawa ON K1A 1K3
Tél. : 613-598-2500
Sans frais : 1-800-267-8510

DIRECTEUR RÉGIONAL D'EDC

Monica Busch

Consulat général du Canada
Av. das Nações Unidas 12901
Cenu Torre Norte, Ander 16
CEP 04578-000
São Paulo-SP
Brésil
Tél. : (011) 5511-5509-4320

DIRECTEUR RÉGIONAL D'EDC

Fernanda de A. Custodio

Consulat général du Canada
Av Atlantic 1130/5º andar Copacabana
Rio de Janeiro RJ
CEP 22021-000
Brésil
Tél. : (011) 5521-2295-0391

AMBASSADE DU CANADA AU BRÉSIL

SES – Av. das Nações, Quadra 803, Lote 16
70410-900 Brasília DF
Brésil
Tél. : (011) 5561-3424-5400

SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX DU CANADA AU BRÉSIL

SES – Avenida das Nações, Quadra 803, Lote 16
Brasilia, DF, 70410-900
Brésil
Tél. : (011) 5561-3424-5400

Courriel

AMBASSADE DU BRÉSIL AU CANADA

450, rue Wilbrod
Ottawa ON K1N 6M8
Tél. : 613-237-090, 613-755-5160

CHAMBRE DE COMMERCE BRÉSIL-CANADA

401, rue Bay, pièce 1640
Toronto ON M5H 2Y4
Tél. : 416-646-6770

Courriel

APEXBRASIL

SIÈGE SOCIAL

SBN, Quadra 02, Lote 11, Edifício Apex-Brasil
70040-020 Brasília DF
Brésil
Tél. : (011) 5561-3426-0202

Courriel

BUREAU D'AMÉRIQUE DU NORD

BSC Miami
Contact : Silvia Breda Pierson
Tél. : 305-704-3500

Courriel

COORDONNÉES

Siège social d'EDC

150, rue Slater
Ottawa ON K1A 1K3
Canada

Représentants d'EDC à l'étranger

Vous trouverez la liste intégrale des bureaux à l'étranger à la page des [représentants à l'étranger](#).

Pour un complément d'information

www.edc.ca/solutions

This document is also available in English.